

Moins de la moitié de la population suisse s'estime en mesure de faire des économies

Une épargne contrariée

MAUDE BONVIN

Ménages ► Les Suisses sont plus fourmis que cigales. Ils tiennent à leurs économies. Selon une enquête de l'assureur Baloise, près de 80% d'entre eux jugent qu'il est important d'épargner régulièrement. Au moment de placer des sous dans la tirelire, la population helvétique est toutefois plus frileuse puisque seulement 47% des sondés ont mis de l'argent de côté au cours des six derniers mois.

La parcimonie des Suisses varie selon les régions. Les Alémaniques sont 50% à mettre de l'argent de côté, contre 41% de Romands et 31% des Tessinois. Ces différences s'expliquent par des facteurs économiques. «Un nombre nettement plus élevé de Romands indiquent que leur revenu ne suffit qu'aux besoins essentiels ou que la hausse des prix rend l'épargne difficile», précise Fiona Egli, porte-parole auprès de l'assureur.

En revanche, concernant l'attitude vis-à-vis de l'épargne, les habitants de ce côté-ci de la Sarine sont plus précautionneux. «En Suisse romande, on compte moins de sondés qui déclarent que l'épargne n'est pas une priorité pour eux ou bien qu'ils préfèrent vivre dans l'instant présent. La différence principale réside donc moins dans la mentalité que dans les possibilités financières», poursuit Fiona Egli.

A Fribourg, la hausse perçue des prix a été encore plus fréquemment mentionnée comme obstacle à l'épargne. Un peu plus de personnes qu'ailleurs ont aussi souligné qu'elles



Seulement 47% des sondés ont mis de l'argent de côté au cours des six derniers mois. KEYSTONE

ne mettaient pas davantage d'argent de côté parce qu'elles ne connaissaient pas suffisamment les possibilités d'épargne et d'investissement.

«En période de ralentissement conjoncturel, l'incertitude crée une épargne de précaution», indique encore Arthur Jurus de la banque Oddo BHF Suisse. La croissance du produit intérieur brut (PIB) suisse devrait s'effriter l'an prochain, sous l'effet notam-

«En période de ralentissement conjoncturel, l'incertitude crée une épargne de précaution»

Arthur Jurus

ment des droits de douane américains. Et l'inquiétude grandit auprès des Helvètes. Si près de 60% des sondés jugent positivement leur situation financière actuelle, ils ne sont plus que 44% à partager cet avis concernant l'avenir.

Retraite anticipée

Dans ce contexte anxiogène, le besoin de sécurité financière grandit. La Suisse reste donc un pays d'écu-

reils. Le taux net d'épargne des ménages s'élevait à 17,2% en 2024 et devrait atteindre 18,25% cette année. Beaucoup d'argent n'entre donc pas dans le circuit de la consommation. Pour Arthur Jurus, notre système davantage focalisé sur le principe de capitalisation explique cette forte proportion. Il rappelle que deux tiers de l'épargne helvétique passent par le deuxième et troisième pilier. Près de 55% des Suisses cotisent chaque année au pilier 3a, la majorité d'entre eux verse même le montant maximum.

Selon une étude de la Banque Migros publiée en juin, les principaux objectifs d'épargne et de placement sont d'abord la prévoyance vieillesse (54% des réponses), puis la constitution d'une réserve financière pour les imprévus (49%) et enfin l'acquisition d'un logement en propriété (31%). La retraite anticipée reste d'ailleurs un rêve pour une majorité de la population.

Numérique peu apprécié

En matière de questions financières, la majorité des individus interrogés par l'assureur qualifie ses connaissances de tout au plus moyennes. Et de plaider pour un renforcement de la formation au sujet de l'argent à l'école.

L'acquisition du savoir financier s'effectue principalement de manière informelle. Les deux sources d'information principales sont l'entourage personnel et les conseillers bancaires. Les offres proposées par les réseaux sociaux ou les podcasts (9%) ainsi que les cours en ligne (8%) restent nettement en retrait. LA LIBERTÉ

La longue marche des horlogers en Chine

EXPORTATIONS Entre ralentissement économique, campagnes anticorruption, nouvelles habitudes de consommation et montée en puissance de fabricants locaux disruptifs, les ventes de montres suisses sur le marché chinois n'en finissent plus de dégringoler

JORDAN POUILLE, PÉKIN

Au 21e étage d'une tour grise du quartier pékinois de Jianguomen, au-dessus des bureaux régionaux de Swatch Group, règne un silence presque liturgique. Les murs dorés et les canapés de cuir blanc évoquent le faste chinois des années 2010. C'est ici que l'horloger Guo Hushan, 76 ans, veille sur les montres suisses comme un moine sur ses manuscrits.

Aujourd'hui, lui et ses quatre assistants ont prévu de changer le joint d'étanchéité d'une Audemars Piguet en or et diamants tout en révisant une horloge allemande centenaire en provenance de Qingdao. «Les affaires vont mal. Avant le covid, on pouvait réparer entre 30 et 50 montres par jour, six jours sur sept. Maintenant, c'est une centaine par semaine si tout va bien», explique Huang Li, l'un des employés, les yeux rougis par une sieste.

La Rolex Datejust de Mao

Maître Guo répare les montres suisses depuis soixante-deux ans. Il a commencé à 14 ans dans une manufacture d'Etat du nord de la ville, ouverte cinq ans plus tôt, «à la demande de Mao qui portait une Rolex Datejust en or jaune offerte par des diplomates suisses». L'usine se fixait pour objectif d'entretenir toutes les montres étrangères déjà en circulation dans la capitale tout en fabriquant les pièces de rechange nécessaires. Elle développait aussi ses propres mouvements mécaniques, inspirés de modèles suisses, et a participé à la création du Chinese Standard Movement, une base commune pour les manufactures du pays. A l'âge de la retraite, Guo Hushan a ouvert son propre atelier. Il aime rappeler, avec un sourire discret, qu'il a entretenu ou réparé pour près de 10 millions de dollars de montres au cours de sa carrière. Le comédien Fan Ming fait partie de ses habitués.

Cette baisse d'activité se reflète à travers toute la Chine. En août, les exportations de montres suisses vers ce pays ont chuté de 35,6% en valeur par rapport à la même période un an plus tôt, selon la Fédération de l'industrie horlogère suisse. Hongkong (-12,5%), Singapour (-14,2%) et le Japon (-22,5%) ont suivi la même tendance. Le marché américain n'est pas en reste avec un fléchissement de 23,9%, mais il subit surtout l'introduction brutale de tarifs douaniers de 39%.

Côté Chinois, le retourment est plus profond. Déjà, entre 2023 et 2024, la valeur des exportations de garde-temps suisses avait baissé de 25,8% en Chine et de 18,7% à Hongkong. Comme l'ensemble du secteur du luxe, le marché chinois de l'horlogerie suisse est lourdement affecté par les campagnes de frugalité et de lutte anticorruption lancées dès l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir en mars 2013. Deux ans plus tôt, Daniel Wu, un blogueur passionné d'horlogerie, publiait sans



Une publicité du détaillant suisse de montres de luxe Blancpain dans un centre commercial haut de gamme. (PÉKIN, 13 JUIN 2023/MARK SCHIEFELBEIN/AP PHOTO)

relâche les photos d'officiels du Parti communiste chinois portant des montres suisses au poignet: chaque fois, il estimait leur valeur et les confrontait aux revenus de leurs propriétaires, laissant l'opinion publique sidérée. L'une de ses nombreuses prises fut la directrice adjointe du Bureau d'inspection de la qualité de la province du Jilin, dont le salaire mensuel ne dépassait pas les 930 francs mais qui arborait une Omega Constellation avec diamants à 96600 yuans (12 600 francs) lors d'une réunion du parti. Très vite, la montre de luxe est devenue, en Chine, un indicateur de corruption des élites.

Redéfinir les priorités d'achat

L'ère des gros cadeaux d'entreprises faits aux officiels du Parti communiste chinois (PCC) ou à leurs proches pour obtenir des faveurs est donc définitivement enterrée. A partir de la pandémie de Covid-19, les consommateurs chinois ont également commencé à redéfinir leurs priorités d'achat, privilégiant des modèles de montres plus fonctionnels comme les «smartwatches» capables de mesurer la tension, le sommeil ou la saturation en oxygène. Puis, la crise de l'immobilier - amorcée dès 2021 avec les difficultés du promoteur Evergrande - et le ralentissement économique ont accentué la pression. Les autorités, portées par un récent concept de «prospérité commune», suspendent enfin régulièrement les comptes des

influenceurs et célébrités affichant en ligne un style de vie trop dispendieux.

Basé à Shanghai, Zhixiang Ding est rédacteur en chef du magazine horloger *Chronos China* et membre du conseil culturel de la Fondation de la haute horlogerie. Il organise régulièrement des conférences pour transmettre la culture horlogère aux consommateurs chinois. «La plupart des clients achètent désormais des montres pour eux-mêmes. L'acheteur chinois typique privilégie les modèles iconiques des grandes

marques, sans complications excessives. L'or reste le matériau préféré, lorsque le budget le permet.» Le client moyen a environ 30 ans, soit de la fin de la génération des millennials. «Il travaille dans une entreprise offrant un revenu stable et supérieur à la moyenne et affectionne les produits mondialement reconnus: vêtements, voitures, bijoux, électroménager», précise Zhixiang Ding.

«Jamais vous ne posséderez complètement une Patek Philippe. Vous en serez juste le gar-

dien, pour les générations futures.» Ce célèbre slogan fêtera aussi ses 30 ans l'an prochain et illustre à lui seul le décalage de l'industrie horlogère suisse avec la nouvelle réalité chinoise. «Ces trentenaires, pour beaucoup, n'envisagent désormais ni de se marier ni d'avoir des enfants, observe Zhixiang Ding. Lorsqu'ils ont possédé une bonne montre pendant un certain temps et que l'expérience leur semble suffisante, ils la revendent pour récupérer des fonds en vue du prochain achat.» La «génération future» de Patek Philippe est simplement le prochain propriétaire sur le marché de seconde main.

Une approche trop conservatrice

«La consommation devient aussi plus rationnelle. Ces montres sont non seulement un symbole de richesse, mais aussi une carte d'identité, qui doit indiquer un goût unique et informer plus finement sur le statut social», analyse Huang Li, le bras droit de Guo Hushan. Les modèles confiés à leurs mains expertes sont «de style discret et raffiné et avec des fonctions complexes». Il ajoute: «Pour nos clients, il faut que le design de l'objet, l'histoire de la marque et leurs propres valeurs s'alignent parfaitement. C'est pour ça que je parle de consommation identitaire.»

Malgré la puissance du bouche à oreille, leur atelier pékinois s'est mis à la page en embauchant une vidéaste pour nourrir les réseaux sociaux, Douyin Xiaohongshu. Sur chaque vidéo, on peut voir le

vieux Guo décortiquer d'un air solennel les précieux mécanismes puis plonger ses pièces dans un bain de solvant léger. Les abonnés, souvent novices, laissent des commentaires émerveillés avant de dialoguer entre eux. Ces montres compliquées ne sont plus seulement des objets de statut, elles deviennent des sujets de discussion, et le fait de comprendre ces détails techniques crée un effet de reconnaissance et d'appartenance. Rappelons que la Chine forme chaque année 1,5 million d'ingénieurs, bien rémunérés lorsqu'il s'agit de secteurs stratégiques comme les microprocesseurs, la robotique ou l'aérospatial où chacun valorise l'innovation, la complexité mécanique et le savoir partagé. A bon entendeur...

Très vite, la montre de luxe est devenue, en Chine, un indicateur de corruption des élites

Face à ce nouveau vivier de clients potentiels, le rédacteur en chef de *Chronos China* déplore pourtant un certain repli de l'industrie horlogère suisse «en matière de véritables créations, tant sur le plan technologique que fonctionnel. Elle adopte une approche plus conservatrice, préférant revisiter des modèles qui ont déjà connu le succès par le passé et les rééditer.» Il poursuit: «Sur les segments de prix les plus élevés, le «Swiss made» est toujours dominant, quasiment sans concurrence sur place. Il existe bien quelques indépendants, comme la marque Behrens, mais à une échelle limitée. Les produits locaux sont principalement positionnés au niveau d'une marque comme Tissot.»

Pendant ce temps, des marques chinoises, dont Behrens constitue l'avant-garde, parviennent tout de même à se hisser sur le même segment «premium» que les fabricants suisses, avec des designs déjantés et des complications mécaniques surprenantes. Elles s'appuient sur des fournisseurs locaux pour proposer des calendriers perpétuels, des chronographes à rattrapante, des répétitions minutes, voire des grandes complications. «La ville de Shenzhen s'impose à ce titre comme un centre névralgique de cette horlogerie haut de gamme chinoise», insiste Zhixiang Ding. «Composants, décoration, ingénierie: l'ensemble de la chaîne de valeur y est représenté, au point d'attirer l'attention des maisons suisses elles-mêmes. Dans ce contexte, il ne serait guère surprenant de voir, dans un avenir proche, des marques locales s'imposer aux côtés des grands noms de l'horlogerie internationale.»

EN CHIFFRES

La chute de la demande s'est accentuée en août

Les exportations horlogères suisses ont encaissé un nouveau coup dur au mois d'août et la Chine fait partie du problème. La trajectoire négative s'est poursuivie avec un recul de 35,6% (en valeur), alors que l'évolution des mois précédents laissait entrevoir une stabilisation. De quoi creuser l'écart avec les Etats-Unis, premier débouché pour les fabricants suisses.

L'explication n'est pas rassurante, puisque la nouvelle baisse des exportations vers la Chine reflète l'état de saturation de la distribution. Les détaillants ont donc toujours trop de montres en stock, après plusieurs années de baisse: -25,8% en 2024, -20,1% en 2021.

Le moteur chinois est donc sérieusement grippé, alors qu'il avait été le principal support de croissance du secteur pendant près de deux décennies. Le pic des exportations remonte à 2021, à 2,9 milliards de francs, juste derrière les 3 milliards enregistrés par les Etats-Unis. Un saut quasiment quantique par rapport au niveau de la demande chinoise avant son entrée dans l'Organisation mondiale du commerce, en 2001. En l'an 2000, les exportations de montres suisses en Chine se montaient à 45 millions de francs. Le seuil du milliard de francs est franchi en 2010. ■ STÉPHANE GACHET

Plus de 40% des électeurs Verts se moquent d'un éventuel départ d'UBS à l'étranger

Sondage Tamedia Alors que, en moyenne, 65% des Suisses craignent une fuite du géant bancaire, les sympathisants des Verts estiment qu'un départ d'UBS ne serait pas une perte pour le pays.

Nicolas Pinguely

Partira, partira pas? Les rumeurs sur un possible transfert du siège d'UBS aux États-Unis se font de plus en plus insistantes. Et les Suissesses et Suisses se disant sympathisants des Verts sont largement ceux qui redoutent le moins un tel exode. C'est en tous les cas ce qui ressort d'un sondage Tamedia paru ce jour.

Dans le détail, 42% des Verts ne le «craignent pas» ou «plutôt pas», contre 27% pour les sympathisants socialistes, 16% pour les PLR, 25% pour les UDC ou encore 21% pour les Centristes.

Comment expliquer cela? «Les partisans des Verts ont souvent un côté jusqu'au-boutiste et sont les électeurs les plus critiques par rapport aux banques, notamment en termes de placements, analyse Pascal Sciarini, professeur de science politique à l'Université de Genève. Ils estiment que ces dernières ne prennent pas suffisamment en compte le réchauffement climatique dans leurs stratégies.» Bref, l'émotionnel dominera chez eux.

Les Vert'libéraux ne sont, eux, que 27% à dire ne pas craindre un départ d'UBS à l'étranger. Ces électeurs sont donc clairement préoccupés par les conséquences économiques qu'impliquerait une fuite du géant bancaire pour le pays.

L'opinion des électeurs socialistes ne l'étonne guère. «Elle est assez proche de celle des personnes de droite, ce qui montre que les craintes pour le chômage et la prospérité de l'économie progressent dans le pays», analyse-t-il.

La droite et les socialistes ensemble

Les Verts sont quand même légèrement majoritaires à dire «redouter» ou «plutôt redouter» ce possible départ (51%). Mais ils demeurent largement derrière les PLR (78%), les socialistes (61%), les UDC (65%) ou les Centristes (69%). «Je ne vois pas cet écart avec les autres électeurs comme un gros problème pour les Verts, car cela ne reflète pas forcément la position des dirigeants du parti, qui sont certainement plus conscients que leurs sympathisants des risques économiques d'un départ d'UBS», ajoute Pascal Sciarini. De leur côté, 64% des Vert'libéraux répondent le craindre.



Une large majorité des électeurs PLR (78%), socialistes (61%), UDC (65%), du Centre (69%) et Vert'libéraux (64%) craint les conséquences d'un exode d'UBS. Rahel Zuber



«Les partisans des Verts estiment que les banques ne prennent pas suffisamment en compte le réchauffement climatique dans leurs stratégies.»

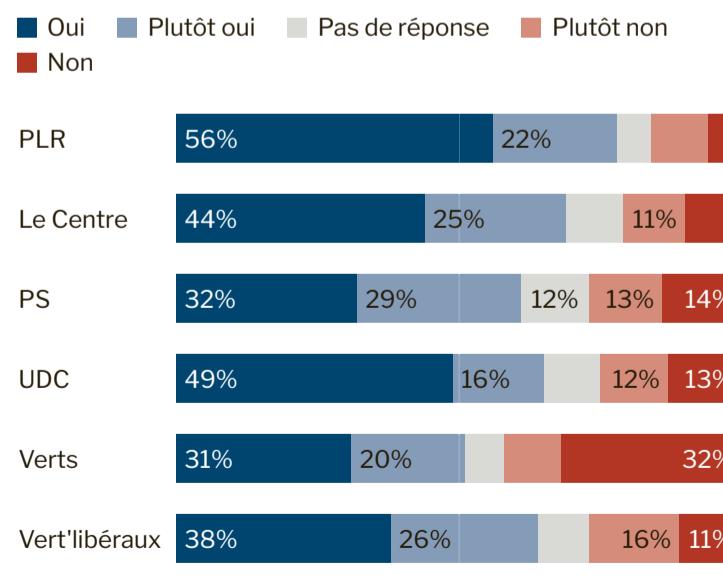
Pascal Sciarini

Professeur de science politique à l'Université de Genève

Sondage Tamedia sur le siège social d'UBS

À votre avis, serait-ce une perte pour la Suisse si UBS déplaçait son siège social dans un autre pays en raison d'un durcissement des règles en matière de fonds propres ?

Résultats par couleur politique. Réponses en pour-cent.

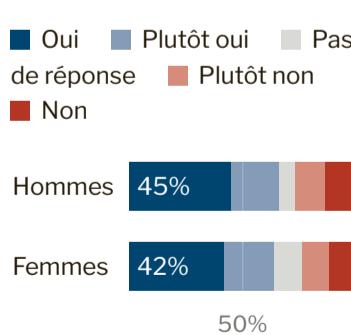


Sondage réalisé du 25 au 28 septembre 2025 auprès de 24'544 personnes de toute la Suisse (dont 4'625 Romands). Marge d'erreur: ±2%. L'enquête a été menée par «20 Minutes» et Tamedia, en collaboration avec LeeWas.

Graphique: I. Caudullo; Source: sondage «20 minutes»/Tamedia en collaboration avec l'institut LeeWas

À votre avis, serait-ce une perte pour la Suisse si UBS déplaçait son siège social dans un autre pays en raison d'un durcissement des règles en matière de fonds propres ?

Résultats par genre. Réponses en pour-cent.



Sondage réalisé du 25 au 28 septembre 2025 auprès de 24'544 personnes de toute la Suisse (dont 4'625 Romands). Marge d'erreur: ±2%. L'enquête a été menée par «20 Minutes» et Tamedia, en collaboration avec LeeWas.

Graphique: I. Caudullo; Source: sondage «20 minutes»/Tamedia en collaboration avec l'institut LeeWas

En moyenne, 65% des Suisses et Suisses disent redouter une fuite du géant bancaire, contre 25% à dire ne pas le craindre. «Il y a un relatif consensus dans le pays pour dire qu'un départ d'UBS serait dommageable au plan économique, observe Pascal Sciarini. Ces préoccupations ne sont pas seulement liées à la baisse des recettes fiscales que cela engendrerait, mais concerne aussi des enjeux plus globaux, comme le financement des PME.»

Pas de clivage en hommes et femmes

Il n'y a d'ailleurs guère de clivage entre les femmes (64%) et les hommes (66%) sondés à ce sujet, ni par ailleurs de clivage entre les générations. Voilà pour un éventuel départ.

Quid des mesures de renforcement des fonds propres d'UBS, soit ses réserves, demandées par la Confédération? Les sympathisants Verts et socialistes, les deux à hauteur de 73%, sont largement les plus favorables aux mesures prônées par Berne. Ces derniers sont talonnés par les Vert'libéraux (72%). Ils sont suivis par les électeurs du Centre (62%), les PLR (53%) et les UDC (52%). «Il y a des nuances, reflet d'une gauche davantage favorable à une régulation plus stricte que la droite, observe le politologue. Mais ces résultats montrent aussi qu'il y a un consensus assez large pour réduire les risques et augmenter les contrôles à UBS.»

Prudence des citoyens suisses

Autrement dit, les citoyens rejoignent plutôt la position du Conseil fédéral et du parlement sur ce thème. Pour preuve, 61% des sondés soutiennent les mesures demandées par la Confédération. À noter que les femmes sont un peu plus favorables (64%) que les hommes (58%).

Ultime point, on constate que ces mesures tout en prudence sont plébiscitées par les personnes de plus de 65 ans (à 71%), mais un peu moins par les jeunes générations (51% des 18 à 34 ans). Les anciens ont certainement en mémoire les krachs financiers passés et redoutent les conséquences qu'un nouvel effondrement bancaire pourrait engendrer (grave récession, chômage, etc.). Ne reste-t-il pas aujourd'hui qu'une grande banque en Suisse, contre trois en 1990? La prudence semble donc s'imposer.



[Ge.ch > Statistique > Les 21 domaines > 05. Prix > Prix à la consommation](#)

STATISTIQUES CANTONALES

Prix à la consommation



Actualités

- 02.10.25 - Baisse des prix à la consommation de 0,3 % à Genève en septembre et impact des transports aériens

En septembre 2025, l'indice genevois des prix à la consommation recule de 0,3 % en un mois pour s'établir à 106,3 points (base décembre 2020 = 100). Il s'accroît de 0,5 % par rapport à septembre 2024. La variation annuelle moyenne se fixe ainsi à + 0,2 %.

Parmi les baisses, les prix de l'*hébergement* exercent l'effet le plus marqué sur l'indice total en se repliant de 6,2 % en un mois (+ 2,2 % en un an). Cela concerne surtout la *parahôtellerie* (- 11,5 % en un mois ; + 2,4 % en un an), mais aussi l'*hôtellerie* (- 2,6 % en un mois ; + 1,4 % en un an). Les prix des *transports aériens* fléchissent pour le troisième mois consécutif (- 5,9 % en un mois ; + 6,6 % en un an). De telles évolutions sont couramment observées à cette période de l'année. Les prix du groupe *alimentation* diminuent de 0,4 % en un mois (- 1,3 % en un an), principalement en raison des *légumes frais et champignons* (- 1,8 % en un mois ; - 5,6 % en un an).

Parmi les hausses, les prix de l'*habillement* augmentent de 2,2 % en un mois (- 0,2 % en un an), en raison de l'introduction des nouvelles collections d'hiver.

Thème du mois

Impact des prix des transports aériens

Les *transports aériens* figurent régulièrement parmi les postes de dépenses exerçant l'un des impacts les plus marqués sur l'indice total. Cette importance tient de la combinaison d'un poids relativement élevé dans l'indice (1,1 % du total) et d'une volatilité saisonnière prononcée :

- Les prix progressent généralement de février à avril (+ 35,1 % en moyenne depuis dix ans), principalement en raison de la reprise après la période de baisse du mois de janvier, ainsi que de la planification des vacances de Pâques et d'été.
- Des augmentations plus modérées sont généralement enregistrées d'octobre à décembre (+ 6,8 % en moyenne) en lien avec les vacances d'hiver.
- À l'inverse, des reculs de prix sont surtout observés en janvier (- 8,3 % en moyenne depuis dix ans) en raison d'une demande plus faible après les fêtes de fin d'année.
- Des baisses apparaissent également durant la période estivale de juin à septembre (- 20,2 % en moyenne). Elles s'expliquent à la fois par l'augmentation de l'offre, notamment des compagnies low-cost qui intensifient leurs stratégies promotionnelles en été, et par un effet de calendrier de réservation : une partie des billets achetés à cette période concernent des voyages prévus à l'automne ou en hiver, avec des prix généralement plus bas.

Malgré ces fluctuations, la tendance pour ce poste sur le long terme est haussière : les prix des *transports aériens* ont renchéri de 41,0 % en dix ans. En comparaison, l'indice global a progressé de 7,4 % durant la même période. La hausse mensuelle la plus marquée pour les *transports aériens* a été enregistrée en février 2022 (+ 36,4 % en un mois), dans un contexte de reprise post-Covid caractérisé par une demande massive et une offre contrainte.

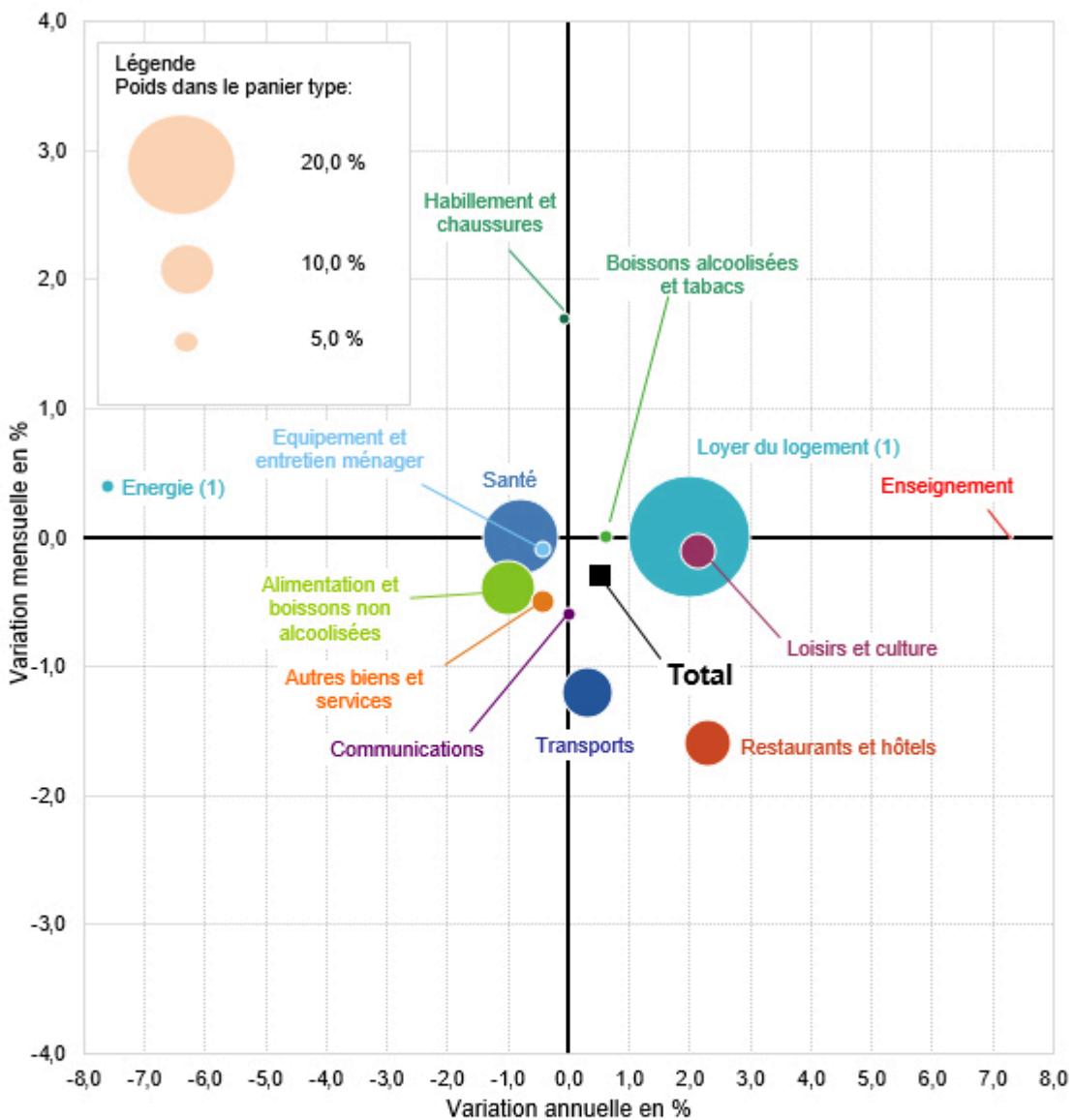
Si la saisonnalité constitue un facteur important, l'évolution de ce poste s'explique aussi par les coûts énergétiques; les prix des *transports aériens* étant partiellement corrélés à ceux du *carburant*.

Informations sur le relevé de prix des *transports aériens*

L'indice des *transports aériens* est régionalisé dans l'indice genevois des prix à la consommation. Cela implique que seuls les prix de billets pour des vols au départ de Genève sont comptabilisés.

Cet indice est établi chaque mois par l'office fédéral de la statistique sur la base des tarifs des billets d'avion relatifs à des voyages programmés dans les cinq mois suivants, en incluant le mois en cours.

Indice genevois des prix à la consommation selon les groupes de dépenses,
en septembre 2025



(1) Le loyer du logement et l'énergie font partie du même groupe de dépenses (Logement et énergie).

Aide à la lecture du graphique à bulles :

Variation mensuelle (position par rapport à l'axe vertical) : Les prix du groupe *Habillement et chaussures* augmentent sensiblement et ceux du groupe *Restaurants et hôtels* baissent sensiblement.

Variation annuelle (position par rapport à l'axe horizontal) : Les prix du groupe *Enseignement* augmentent considérablement et ceux du groupe *Energie* baissent considérablement.

Poids dans le panier (taille des bulles) : Le loyer du logement représente une part importante des dépenses. Ainsi, il exerce un effet important sur l'évolution de l'indice général.

OpenAI, géant virtuel valant 500 milliards

TECHNOLOGIE La société californienne devient la start-up la plus valorisée au monde, devant SpaceX. Pour un spécialiste du secteur, la valorisation de l'éditeur de ChatGPT n'est pas extravagante au vu de la confiance du marché. Mais une bulle n'est pas à exclure

ANOUCH SEYDTAGHIA

C'est un chiffre si énorme que l'on peine à l'appréhender: 500 milliards de dollars, soit 398 milliards de francs. C'est désormais la valorisation d'OpenAI, selon des révélations séparées de Bloomberg et Reuters hier. L'éditeur de ChatGPT devient ainsi la start-up la plus valorisée de la planète, devant SpaceX (400 milliards), ByteDance, l'éditeur de TikTok (220 milliards) ou Anthropic, le concurrent direct de ChatGPT (183 milliards). De quoi s'interroger sur la possibilité de l'existence d'une bulle dans l'univers de l'intelligence artificielle.

Cela faisait des semaines que les rumeurs bruissaient autour d'une hausse de la valorisation d'OpenAI, auparavant chiffrée à 300 milliards lors d'une levée de fonds de 40 milliards de dollars. Le cap des 500 milliards a été franchi dans le cadre de la vente d'actions de la part d'actuels et d'anciens employés d'OpenAI à des investisseurs tels Softbank ou le fonds MGX d'Abu Dhabi. Ces actions ont représenté une valeur

de 6,6 milliards de dollars. Cela montre bien sûr les montants colossaux empochés par ces employés, mais aussi leur confiance en l'avenir: ils auraient pu vendre pour 10 milliards d'actions au total, mais ont décidé de ne pas encore tout céder.

1 Cette valorisation est-elle justifiée?

Elle est d'abord cohérente avec les chiffres passés, observe Alain Frigerio, analyste chez Reyl Intesa Sanpaolo. «Il y a un an, la valorisation d'OpenAI à 157 milliards de dollars avait déjà suscité des débats. A l'époque, les revenus projetés pour 2025 étaient estimés à 11,6 milliards de dollars, ce qui impliquait un multiple prix/ventes de 13 à 14 fois. Aujourd'hui, avec une valorisation à 500 milliards, les projections de revenus pour 2026 ont été revues à la hausse, entre 36 et 40 milliards de dollars. Le ratio prix/vente reste donc relativement stable», observe le spécialiste.

Et en parallèle, de nouveaux chiffres sont sortis hier sur la marche des affaires d'OpenAI. Selon The Information, la firme

dirigée par Sam Altman a généré 4,3 milliards de dollars de revenus sur les six premiers mois de 2025, soit 16% de plus par rapport à l'entier de 2024. Lors du premier semestre, les coûts de recherche et développement se sont élevés à 6,7 milliards. Pour l'entier de 2025, le chiffre d'affaires est attendu à 13 milliards, pour une perte nette non chiffrée pour l'heure.

«OpenAI est l'un des rares acteurs à avoir réussi à monétiser massivement ses produits»

ALAIN FRIGERIO, ANALYSTE CHEZ REYL INTESA SANPAOLO

OpenAI n'a de cesse de chercher des nouveaux revenus: en offrant davantage de fonctions à ses abonnements à 20 et 200 dollars mensuels, en introduisant des

possibilités de shopping dans ChatGPT ou en le transformant en assistant permanent. Sans parler de la possibilité, à terme, d'introduire de la publicité.

Alain Frigerio note que le ratio prix/vente d'OpenAI est 30 à 40% supérieur à la moyenne du secteur technologique et logiciel: «Cette prime reflète la confiance du marché dans la capacité d'OpenAI à maintenir une trajectoire de croissance exceptionnelle. La valorisation traduit une anticipation forte des revenus futurs, mais aussi une prise de risque assumée par les investisseurs, dans un contexte où l'IA générative est perçue comme un levier majeur de transformation économique».

2 Où en sont les concurrents d'OpenAI?

Ils sont loin derrière: 183 milliards de dollars pour l'américain Anthropic, on l'a dit, et quelque 14 milliards d'euros (13,1 milliards de francs) pour le français Mistral AI. «Ce différentiel s'explique par plusieurs facteurs, analyse Alain Frigerio. OpenAI est l'un des rares acteurs à avoir réussi à monétiser

massivement ses produits, notamment via ChatGPT, son interface de programmation (API), le GPT Store et des offres de consulting sur mesure. Elle bénéficie d'une adoption mondiale, avec 700 millions d'utilisateurs, et ses revenus projetés pour 2026 – estimés entre 36 et 40 milliards de dollars – sont bien supérieurs à ceux de ses concurrents».

Ajoutons-y les partenariats industriels stratégiques avec Microsoft, Oracle et SoftBank, ou encore les 100 milliards de dollars qu'investira bientôt Nvidia.

3 Est-ce le signe d'une bulle?

Oui et non, glissait récemment Sam Altman: «Sommes-nous dans une phase où les investisseurs sont surexcités par l'IA? Je pense que oui. L'IA est-elle la chose la plus importante qui soit arrivée depuis très longtemps? Je pense également que oui», disait-il en août.

Alain Frigerio fait le compte: «La valorisation spectaculaire, les investissements massifs fondés sur des promesses, la concurrence féroce, la guerre des talents et les modèles économiques encore instables sont autant de signaux qui rappellent les dynamiques typiques d'une bulle. Mais cette valorisation ne concerne pas uniquement OpenAI: elle s'inscrit dans un mouvement plus large de surchauffe des marchés, alimenté par l'enthousiasme autour de l'intelligence artificielle générative.»

Comme le souligne l'analyste, les valorisations s'envolent, souvent bien au-delà des fondamentaux, portées par une anticipation collective d'un changement de paradigme. La question est ainsi de savoir si l'ensemble du secteur technologique est entré dans une phase où l'optimisme dépasse la réalité économique. Et c'est un point fondamental: aujourd'hui, de plus en plus de voix se demandent si les promesses des géants de l'IA sont crédibles et si les entreprises sont bel et bien capables d'employer l'IA pour accroître leur efficacité. Le risque d'un décalage entre les attentes et la réalité est bien réel. Mais pour l'heure, OpenAI semble le mieux armé. ■



Sam Altman: «Sommes-nous dans une phase où les investisseurs sont surexcités par l'IA? Je pense que oui.» (BERLIN, 25 SEPTEMBRE 2025/FLORIAN GAERTNER/IMAGO)

Die Fata Morgana der Schweizer AHV-Politik

Lebensarbeitszeit statt fixes Rentenalter – eine alte Idee hat wieder Aufwind

HANSUEL SCHÖCHLI

Aus ferner Sicht vielversprechend, aus der Nähe ernüchternd – eine solche Fata Morgana kennt auch die Schweizer AHV-Politik. Dies unter dem Begriff «Lebensarbeitszeit». Ideen dazu kommen periodisch an die Oberfläche – so wie angeblich das Ungeheuer von Loch Ness. Zum Beispiel 2005. Und 2010. Und 2020. Und 2022. Und wieder in diesem Jahr. So nehmen bürgerliche Politiker in letzter Zeit den Begriff «Lebensarbeitszeit» auffallend oft in den Mund. Dies gilt auch für die Grünliberale, die bei der AHV-Debatte im September im Nationalrat das Zünglein an der Waage spielten. Auch der Arbeitgeberverband will sich näher damit befassen. Ausgearbeitete Modelle liegen noch nicht vor.

Ein Hintergedanke aktueller Überlegungen: Die Erhöhung des allgemeinen Rentenalters ist politisch schwierig, doch vielleicht lässt sich die Sache unter dem Titel «Lebensarbeitszeit» besser verkaufen. Auch der Bundesrat wird sich dazu äussern müssen. Der Nationalrat hatte 2023 ein Postulat überwiesen, das von der Regierung einen Bericht zu möglichen Lebensarbeitszeitmodellen verlangt. Der Bundesrat mag den verlangten Bericht in die Analysen zum Gesetzesprojekt über die nächste AHV-Reform einbauen, welche die Finanzen des Sozialwerks für das Jahrzehnt ab 2030 sicherstellen soll.

Der Teufel im Detail

Ein inhaltlicher Grundgedanke hinter Modellen der Lebensarbeitszeit geht etwa so: Akademiker treten viel später ins Erwerbsleben als «richtige Bützer» – deshalb wäre es fair, den Renteneintritt nach Massgabe der Erwerbsjahre statt nach Alter festzulegen. Eine weitere Sichtweise: Gewisse Berufe sind besonders anstrengend, deshalb sollte mit diesen Tätigkeiten ein tieferes Rentenalter verbunden sein als bei anderen Berufen. Ein dritter Ansatz: Tieflohnbezüger haben eine tiefere Lebenserwartung als Gutverdiener und sollten deshalb früher in Rente gehen können.

Eine Differenzierung des Rentenalters nach Lebenserwartung klingt sympathisch. Doch wer das will, müsste nicht nur einen Rentenalterzuschlag für Akademiker oder Grossverdiener fordern, sondern auch für Frauen gegenüber Männern. Und für Verheiratete gegenüber Ledigen. Und für Ausländer gegenüber Schweizern. Und für Genfer gegenüber Glarnern. Letztlich wäre man bei einem individuel-



Der Bausektor kennt schon seit 2003 eine Sonderlösung zum Rentenalter.

URS FLUELER / KEystone

len Normrentenalter für jeden. Das wäre kaum umsetzbar.

Ob ein differenziertes Rentenalter gemäss Einteilung der Versicherten in gewisse Gruppen (wie Akademiker, Tieflohnbezüger oder Frauen) «fair» wäre, ist zweifelhaft. Innerhalb jeder Gruppe gibt es grosse Differenzen. Die eigene Lebensspanne ist teils Schicksal, teils wird sie durch das eigene Verhalten beeinflusst. Für den Einzelfall ist die effektive Lebensdauer nicht zuverlässig voraussagbar.

«Fair» erscheint dagegen auf den ersten Blick das Kriterium Erwerbsjahre anstelle des Kriteriums Alter. Wer eine Berufslehre macht, tritt schon mit 16 ins Erwerbsleben ein. Akademiker tun dies vielleicht erst mit 23 oder noch später. Wenn also der Berufslehrabgänger mit 65 in Rente geht, müsste dann der Akademiker bis 70 oder 75 arbeiten? Das kann man theoretisch so sehen. Doch im wirklichen Leben sind die Menschen oft nicht nur das eine oder das andere. So arbeiten viele Studenten noch nebenbei und zahlen AHV-Beiträge. Und Berufslehrabgänger gehen später vielleicht an die Fachhochschule – berufsbegleitend oder

vollzeitlich. Außerdem gibt es andere Erwerbsunterbrüche, zum Beispiel wegen Betreuungspflichten gegenüber Kindern, Arbeitslosigkeit oder Erwerbsunfähigkeit.

Die Politik müsste viele knifflige Fragen beantworten. Zum Beispiel: Soll man jedes Jahr mit Nebenjobs anrechnen? Oder nur ab einem bestimmten Arbeitspensum oder einem bestimmten AHV-Einkommen? Und wäre ein AHV-Jahreseinkommen von 20 000 Franken mit einem 20-Prozent-Pensum gleich zu gewichten wie das gleiche Jahreseinkommen mit einem 80-Prozent-Pensum?

Keine Daten zu den Pensen

Die Fragen zu den Arbeitspensen sind nicht ganz ernst gemeint. Denn die AHV-Ausgleichskassen haben derzeit laut Praktikern gar keine Daten dazu. Die AHV hat von den Versicherten für jedes Jahr vor allem den Erwerbsstatus (selbstständig, unselbstständig, nicht erwerbstätig) und das AHV-Jahreseinkommen. Möglich wären neue Rechtsgrundlagen, damit alle Arbeitgeber auch Daten zum Arbeitspensum liefern,

aber es würde solche Daten auch rückwirkend für die ganze bisherige AHV-Karriere aller Versicherten brauchen – und das erscheint kaum umsetzbar. Als Alternative könnte man sofort die Daten zum aktuellen Arbeitspensum verlangen und mit dem Systemwechsel noch etwa 45 Jahre warten. Dann bliebe vielleicht genug Zeit, um auch eine geniale Lösung für die Erfassung und Kontrolle der Arbeitspensen der Selbständigen zu finden.

Könnte man vielleicht zwischen Berufen differenzieren? Zum Beispiel mag es fair erscheinen, Erwerbstätige in «leichten» Berufen wie etwa jenem der Journalisten erst mit 70 oder später in Rente zu schicken und dafür zum Beispiel für die Schwerarbeiter im Bau- und Verteidigungsminister angesichts ihrer beruflichen Bürden viel früher den Ruhestand zu ermöglichen.

Dazu wäre für jeden Beruf eine Art «Beschwerlichkeits-Code» festzulegen, wie es der Vertreter einer AHV-Ausgleichskasse mit Ironie und Kopfschütteln sagt. Wer soll das machen? Ein allwissender Bürokrat in Bern oder Genf? Der Arbeitgeber für jeden Angestell-

ten? Der Selbständige für sich selber? Jeder Angestellte für sich selbst? Und nach welchen Kriterien? Längst nicht alle Erwerbstätigen in der gleichen Branche oder im gleichen Betrieb tragen die gleichen Lasten. Und das Bild kann sich von Jahr zu Jahr ändern. So ist das Leben – vielfältig.

Erachtet eine Branche frühere Pensionierungen als wichtiger denn Lohn erhöhungen, sind auch im geltenden System Sonderlösungen der Sozialpartner möglich, so wie das der Bausektor 2003 eingeführt hat.

Schwellenwert für Verdienst

Wenn man trotz allem eine Pensionierung nach Massgabe der Anzahl Erwerbsjahre will, lässt sich dies wohl am ehesten via Schwellenwert für das AHV-Jahreseinkommen umsetzen: Ab diesem Schwellenwert wird das Jahr als Erwerbsjahr angerechnet – und darunter eben nicht. Ob man den Schwellenwert mit einem 20-Prozent-Arbeitspensum erreicht oder mit einem 100-Prozent-Pensum, wäre irrelevant. Nur schon dies dürfte das Modell für viele zweifelhaft erscheinen lassen.

Zu einem kleinen Teil auf diesem Prinzip beruhte ein jüngst aktualisierter Modellvorschlag von 2020 von Centre Patronal (Waadtländer Arbeitgeberverband). Laut dem Vorschlag würden zwischen dem 18. und dem 21. Altersjahr Beitragsjahre nur ab einem Jahreseinkommen von 120 Prozent der maximalen AHV-Rente angerechnet; heuer wäre der Schwellenwert bei rund 36 000 Franken. Die Versicherten bekämen wie jetzt nach 44 Beitragsjahren die volle Rente. Dies würde für sich allein eine Senkung des durchschnittlichen Rentenalters und damit Mehrkosten verursachen. Immerhin wären laut dem Vorschlag künftige Finanzlücken der AHV zum Teil auch durch Erhöhung der Beitragsjahre zu decken.

Soll die Zahl der Erwerbsjahre das Kriterium sein, müsste ein Einkommens-Schwellenwert während der ganzen AHV-Karriere gelten. Denn auch Studienjahre nach Alter 21 sind keine Erwerbsjahre. Der Waadtländer Modellvorschlag illustriert zudem, dass sich die politisch unbequeme Debatte zum Pensionierungszeitpunkt nicht wegzaubern lässt. Die Debatte wäre einfach unter einem anderen Schlagwort zu führen («Anzahl Erwerbs- oder Beitragsjahre» statt «Rentenalter»). Je tiefer der Einkommens-Schwellenwert läge, desto höher müsste tendenziell die verlangte Zahl der Erwerbsjahre sein.

Huit pièges qui vous guettent si vous changez de caisse maladie

Assurance maladie 2026 Vous voulez faire jouer la concurrence pour baisser vos primes? Bonne idée! Quelques conseils pour éviter les mauvaises surprises.

Caroline Zuercher

Après l'annonce des primes 2026, les assurés peuvent tenter de réduire leurs coûts en changeant de caisse, en adaptant leur franchise ou en adhérant à un modèle dans lequel le choix des prestataires est limité. Pour cela, plusieurs comparateurs sont disponibles, comme celui de la Confédération ([priminfo.ch](#)). Mais attention: tous les produits ne sont pas semblables. Manon Renaud, juriste à FRC Conseil, fait le tour des pièges à éviter.

1 Mal choisir sa franchise

«Les franchises intermédiaires sont rarement avantageuses», explique Manon Renaud. Pour la plupart des assurés, il vaut mieux choisir la franchise la plus basse (300 francs) ou la plus élevée (2500 francs). Cette décision dépend des frais médicaux attendus. En général, la bascule se fait autour de 1800 à 2000 francs. Mais mieux vaut effectuer ses propres calculs, avec l'aide de [priminfo](#).

Si vous optez pour 2500 francs, il faut avoir les moyens de payer vos premiers frais médicaux. Après la franchise, une quote-part de 10% des coûts vous sera demandée, à concurrence de 700 francs pour les adultes. Pour les enfants, l'éventail des franchises est différent, et la quote-part s'élève au maximum à 350 francs.

N'oubliez pas non plus qu'une participation de 15 francs par jour sera facturée en cas d'hospitalisation (sauf pour les enfants, les jeunes adultes jusqu'à 25 ans révolus encore en formation et les femmes pour les prestations de maternité).

La participation aux coûts ne s'applique pas aux prestations en cas de maternité. Autre particularité: dès la treizième semaine de grossesse et jusqu'à la huitième semaine après l'accouchement, les femmes ne doivent plus participer aux coûts des prestations médicales générales et des soins en cas de maladie, même s'ils sont sans rapport avec la grossesse.

2 Négliger la qualité de son assurance maladie

Mon assureur me rembourse-t-il rapidement? Est-ce que je pourrai parler avec quelqu'un au téléphone? Dans ce domaine,



Quelle assurance choisir? Outre la comparaison du montant de la prime, certains détails doivent être pris en compte. Montage Tamedia-M.T

les expériences de l'entourage permettent souvent de se faire une idée.

Un élément est concret: il s'agit du système du tiers garant ou du tiers payant. Dans le premier cas, vous payez le fournisseur de soins, puis demandez le remboursement à votre assureur. Dans le deuxième cas, votre caisse règle directement la facture. En cas de tiers garant, il faut donc avoir les moyens d'avancer l'argent. Dernière précision: le tiers payant s'applique en cas de séjour à l'hôpital.

3 Devoir renoncer à sa pharmacie

D'un modèle à l'autre, les conditions peuvent changer. Avant d'opter pour l'un d'eux, il faut donc lire les conditions générales. Pour vous aider, la Fédération romande des consommateurs (FRC) propose des conseils individuels et des formations. Elle met aussi à disposition sur internet des fiches qui détaillent les modèles alternatifs.

Il faut notamment contrôler si le choix de la pharmacie est restreint. «Certains modèles imposent d'aller uniquement dans certaines officines. Il s'agit souvent des grands groupes», résume Manon Renaud. Cette condition peut être importante si vous êtes

attaché à votre pharmacien ou si vous vivez dans un lieu où le choix est restreint... Le risque étant de devoir faire des kilomètres pour obtenir un médicament.

4 Perdre son médecin de famille

Idem si vous rejoignez un réseau de soins ou un modèle de médecin de famille: il faut vérifier qu'un praticien sera disponible près de chez vous. Et si vous voulez garder votre généraliste, qu'il soit bien dans la liste de ceux remboursés!

Il y a d'autres subtilités. «Selon les modèles, vous pourrez par exemple vous rendre directement, ou non, chez votre gynécologue», détaille Manon Renaud. La définition de l'urgence, qui permet une consultation sans passer par le premier point de contact (le médecin de famille, par exemple, selon le modèle choisi), n'est pas non plus toujours identique.»

Et puis il faut contrôler les règles de votre modèle si vous devez vous adresser directement à un service d'urgence. Le plus souvent, il faut informer par la suite son point de contact. Il arrive en outre que le suivi doive être fait par le généraliste, ou qu'il faille obtenir son accord si le service d'urgence l'assure.

5 Se faire surprendre par les sanctions

Que se passe-t-il si vous ne suivez pas toutes les règles? «Au final, le risque est en général que votre caisse vous transfère vers le modèle de base, avec des primes plus élevées», résume Manon Renaud.

Des assureurs se montrent plus conciliants, en acceptant une première entorse avant de manier réellement le bâton. Attention: certaines caisses pourraient refuser de prendre en charge les prestations problématiques, ou réduire leur participation.

6 Ne pas respecter les délais

Manon Renaud rappelle une règle: «Dans l'assurance de base, une caisse ne peut pas refuser un nouvel affilié, pour autant que le modèle souhaité soit disponible dans la région où il habite. Il est également interdit de lui poser des questions sur sa santé.»

En revanche, votre ancienne caisse pourrait vous empêcher de partir si vous avez des arriérés de paiement. Il faut respecter les délais: votre résiliation doit lui parvenir avant le 30 novembre (la date de réception fait foi). Il est conseillé de le faire avant, par recommandé, et de garder la preuve de l'envoi.

7 Craindre pour ses complémentaires

C'est une règle de base dans le système actuel: l'assurance de base et les complémentaires ne sont pas liées. On peut donc changer de base sans perdre ses complémentaires dans son ancienne assurance. Au passage, n'oubliez pas que, contrairement à la pratique pour l'assurance de base, l'accès à une complémentaire est soumis à un questionnaire de santé. Et une caisse peut vous refuser. Il ne faut donc pas résilier sa complémentaire avant d'avoir l'acceptation écrite de la nouvelle.

8 Oublier l'assurance accident

La plupart des assurés sont déjà couverts par leur employeur. Si c'est bel et bien votre cas, inutile de payer à double! Mais attention, aussi, à ne pas retirer cette option si vous n'êtes pas couvert, par exemple parce que vous êtes désormais à la retraite.

Les propriétaires ont peu intérêt à amortir leurs dettes hypothécaires

Abolition de la valeur locative Les experts sont unanimes. Tant que les taux demeurent bas, il est souvent plus judicieux de conserver son prêt et d'investir son argent.

Delphine Gasche

Correspondante parlementaire

Banques et propriétaires font chauffer leurs calculatrices. L'abolition de la valeur locative, adoubée dimanche par le peuple, révolutionne l'imposition immobilière. Et chacun essaie de déterminer comment en tirer un profit maximal. Côté propriétaires, la principale interrogation est de savoir s'il faut ou non amortir sa dette hypothécaire. Comme les intérêts ne sont plus déductibles des impôts, pourquoi encore payer une dîme aux banques?

Côté établissements financiers, un double risque se profile. Si les propriétaires utilisent leur fortune pour rembourser leurs dettes, ils engrangeraient moins de revenus et auraient moins d'actifs à gérer. Chaque banque a déjà fait ses calculs et estimé à peu près les pertes potentielles. Secret d'affaires oblige, personne ne les dévoile.

On sent toutefois une fébrilité dans le milieu. Les banques et les experts publient papiers explicatifs de la réforme et conseils sur leur site. Ils appellent également à consulter un conseiller financier. Ces derniers reçoivent d'ailleurs déjà beaucoup de coups de fil de leurs clients propriétaires. Les autres peuvent s'attendre à être contactés directement.

Fonds nécessaires pour amortir son hypothèque

La réponse à la question que se posent les propriétaires est complexe, car chaque situation est différente. Quatre experts contactés le confirment: la meilleure solution sera individuelle. Elle dépendra de la fortune globale, du revenu et des envies du propriétaire, mais aussi de sa résistance face aux aléas de la Bourse. Les experts jugent toutefois qu'on ne devrait pas assister à une vague massive d'amortissements. Et ce, pour plusieurs raisons.

La première est terre à terre. Pour rembourser ses dettes, il faut de l'argent. Ça élimine d'emblée tous les jeunes propriétaires qui ont déjà dû racler les fonds de tiroir pour réunir les 20% de fonds propres nécessaires à l'acquisition de leur logement.

L'argent doit en outre être disponible. «En moyenne, les Suisses ont plus de fortune que de dettes, relève Thomas Veraguth, expert immobilier chez Raiffeisen.



Après la suppression de la valeur locative, les propriétaires réfléchissent à un amortissement de leurs dettes. KEYSTONE

UBS. Mais cette fortune est souvent immobilisée dans des entreprises, la prévoyance vieillesse – comme le 2^e pilier et les assurances mixtes – ou encore des placements. Pour rembourser leurs dettes, les Suisses devraient donc vendre leur entreprise, récupérer tout l'argent de leur retraite – ce qui n'est pas autorisé par la loi – et renoncer à des placements financiers.»

Thomas Veraguth déconseille fortement d'adopter cette stratégie. «On concentrerait tous les risques sur l'immobilier. En cas de krach ou de coup dur, on risquerait alors de devoir vendre à perte. Mieux vaut diversifier les actifs pour garder des liquidités à disposition.»

Investissements plus intéressants

Un autre élément de poids plaide pour le maintien des dettes: les taux hypothécaires bas. «Aujourd'hui, les rendements d'un portefeuille diversifié sont généralement plus élevés que les taux hypothécaires, souligne Michel Fleury, spécialiste du marché immobilier chez Raiffeisen. Amortir sa dette revient donc à

perdre de l'argent.» Et l'économiste d'étayer son propos avec un exemple. Une personne dispose de 100'000 fr. Son hypothèque actuelle est à un taux de 2%, soit 2000 fr. par an. Si elle la remboursait, elle économiserait 2000 fr. Si elle la garde et investit les 100'000 fr. dans un portefeuille avec peu de risques et un rendement de 3%, elle pourrait gagner environ 3000 fr. par an. Elle paierait 750 fr. d'impôt sur ces gains et verserait 2000 fr. d'intérêts hypothécaires à la banque. Il lui resterait 250 fr. de plus que si elle avait remboursé son hypothèque. Avec un portefeuille plus ambitieux avec un rendement de 5%, elle pourrait même réaliser un gain de 1750 fr. Des gains qu'il faut multiplier par le nombre d'années que dure le placement. À moins qu'un krach passe par là.

Corentin du Marchie, expert immobilier chez VermögensZentrum (VZ), fait la même analyse. «Avec les taux actuels, il est souvent possible d'obtenir un rendement supérieur au coût de la dette sans prendre de risques excessifs. Le remboursement anticipé n'est

pas nécessairement la stratégie la plus avantageuse.»

Une augmentation des taux hypothécaires pourrait changer la donne. Ils ne restent toutefois pas éternellement à un haut niveau. «Il est donc important d'avoir une bonne stratégie à long terme, poursuit l'économiste. En amortissant sa dette, on immobilise en revanche des capitaux dont on pourrait avoir besoin ultérieurement. Par exemple à la retraite, où les revenus sont souvent plus restreints.»

Facteur humain à prendre en compte

Deux éléments pourraient toutefois pousser les propriétaires à amortir leurs dettes. Certains sont réticents à prendre des risques sur les marchés financiers et pourraient bien préférer miser sur la pierre.

«Pour les personnes qui laissent juste leur argent sur un compte en banque avec un rendement de 0,5% au maximum, il serait en effet plus intéressant de rembourser ses dettes», analyse Michel Fleury, qui reconnaît l'aspect rassurant d'avoir soldé son dû. «On dort mieux.»

Et puis il y a une composante émotionnelle. «Quand on habite le logement, dont on est propriétaire, le remboursement de sa dette peut être influencé par des considérations personnelles, note Corentin du Marchie. Amortir, c'est être encore un peu plus propriétaire.»

L'économiste juge toutefois que ça ne devrait pas être le cas de la majorité des propriétaires. «Les premières statistiques montrent un amortissement de l'ordre de 50 à 150 milliards de francs de la dette des ménages privés. Sur un total de 1200 milliards, ça reste relativement limité. Cela reflète ce que nous observons chez nos clients. Moins de 10% de nos clients envisagent un remboursement partiel ou total de leurs dettes.»

Les amortissements s'étendraient en outre sur une longue période. «Les propriétaires contractent souvent des prêts sur le long terme, note Alexandre Baettig, expert immobilier chez Acanthe. S'ils remboursent avant l'échéance, ils devront payer des pénalités. Cela garantit une certaine inertie du système.» Les banques peuvent donc ranger leurs calculatrices.

En Ville, les élus municipaux renoncent à la hausse de leur rémunération

Politique Le Délibératif annule l'augmentation de 25% du montant des jetons de présence qu'il avait lui-même votée en juin.

Caroline Zumbach

La question de l'augmentation de la rémunération des conseillers municipaux de la Ville de Genève ne sera pas tranchée par les citoyens. Alors qu'une date de votation aurait dû être arrêtée prochainement, à la suite de l'aboutissement d'un référendum lancé par des militants LJS et l'indépendant Philippe Oberson, ce scrutin n'aura pas lieu.

La raison de ce retournement de situation: la hausse de 25% du montant des jetons de présence votée le 3 juin par le Conseil municipal a été abrogée ce mercredi par ce même hémicycle.

Les élus se sont prononcés à une large majorité (62 oui, 1 abstention et 4 non) pour une nouvelle délibération issue des rangs Verts, qui abroge l'ancienne.

Climat peu serein

Le texte fait état d'un débat pré électoral qui s'annonce peu serein en raison d'un contexte budgétaire difficile. Ses auteurs



Le nouveau Conseil municipal a abrogé une délibération votée le 3 juin.

prise et qui va être soumise au vote dans un contexte extrêmement difficile.»

Il a rappelé que la délibération votée en juin avait été préparée avant le changement de législature. «Elle ne contenait pas d'exposé de motifs ni de rapport expliquant comment elle arrivait au montant fixé. Elle n'a pas fait l'objet d'un travail en commission donc nous ne disposons pas aujourd'hui d'arguments formels que nous pourrions sortir dans une campagne de votation». Il plaide pour un système plus fiable et transparent, «qui assure pour l'avenir une fixation équitable de ces montants».

De nombreux élus se sont succédé pour affirmer leur soutien à ce texte. «Je suis heureux de revenir en arrière et que nous ayons le courage d'aller de l'avant sur une prochaine proposition, qui prendra en compte le coût de la vie, la complexité du travail que nous avons à faire, et qui permette d'expliquer à la population que nous avons besoin d'une

demandent donc d'annuler la hausse votée au printemps et chargent le bureau «de présenter au Conseil municipal dans un délai de deux ans un projet de délibération fixant les jetons de présence ainsi que leur mécanisme d'adaptation au coût de la vie».

Le document rappelle qu'un référendum peut devenir sans objet si l'acte soumis à ce der-

nier est abrogé avant la fixation de l'opération électorale.

«Ce projet de délibération pourrait être considéré comme un acte de lâcheté politique [...], a lancé en plénière l'écologiste Matthias Erhardt. Pour moi, il s'agit au contraire d'une occasion de faire preuve de courage en disant que nous avons pris une décision qui n'a pas été com-

vie démocratique qui soit financée sainement», a déclaré l'UDC Alexandre Chevalier.

Il a notamment relevé que les partis politiques n'ont pas tous d'énormes sponsors. «Ils se financent aussi grâce à ces jetons de présence. C'est un élément essentiel qu'il faudra débattre.»

Les conseillers municipaux du groupe du Centre-Vert libéraux ont quant à eux rappelé que leur formation avait été la seule à refuser cette augmentation au mois de juin.

Hausse justifiée

Certains élus du groupe Ensemble à Gauche et Union Populaire ont toutefois fait part de leur scepticisme face à ce retour en arrière. À l'image de Brigitte Studer, qui regrette qu'en annulant la votation, le débat public ne puisse pas avoir lieu rapidement.

«Un tel retrait crée un certain malaise, comme si on était gênés par notre vote alors qu'il était basé sur un travail d'analyse fait par le bureau.»

Elle rappelle que les jetons de présence n'ont quasiment pas été augmentés depuis 2007 et qu'ils sont désormais soumis à l'impôt. «Le Grand Conseil a augmenté les montants de ses jetons de 25% au moment de l'introduction de leur fiscalisation et a décidé de déclarer uniquement la partie versée aux élus (et plus celle reversée aux partis comme c'est encore le cas en Ville). Ces changements n'ont pas été introduits au Conseil municipal. L'augmentation des barèmes cherchait à prendre en compte ces aspects.»

L'élu ajoute qu'il est important pour son groupe que des personnes bénéficiant de différentes situations économiques puissent accéder à un mandat électif et qu'une rémunération correcte est donc nécessaire. «Pour nous, une augmentation était justifiée. On peut comprendre que cela ait pu questionner, mais nous refusons l'idée qu'il s'agirait d'un abus au détriment de la population», conclut-elle.

Une rare union cantonale pour défendre le rail romand



La conseillère d'Etat neuchâteloise Céline Vara (à g.) et le conseiller d'Etat genevois Pierre Maudet, tous deux membres de la délégation, répondent aux journalistes dans le train les emmenant à Berne. (2 OCTOBRE 2025/JEAN-CHRISTOPHE BOTT/KEYSTONE)

MOBILITÉ A une semaine de la publication du rapport Weidmann sur les transports, la Suisse occidentale se mobilise pour défendre le renforcement de l'axe ferroviaire est-ouest. Politiciens et représentants des milieux économiques sont montés hier à Berne pour faire part de leurs revendications

YAN PAUCHARD, BERNE

Cela se bouscule comme rarement dans le wagon 1^{re} classe du direct Genève-Berne dans un joyeux capharnaüm. Accompagnée de nombreux médias, une importante délégation romande monte en ce jeudi matin dans la capitale fédérale plaider pour un renforcement de l'axe ferroviaire est-ouest. On n'y retrouve pas moins de six conseillers d'Etat, couvrant un large spectre politique allant des Vert·e·s à l'UDC, des parlementaires fédéraux, des représentants d'associations de transports, des lobbyistes cantonaux ou encore des responsables d'organisations économiques. Le voyage se veut tout à la fois une opération de communication et une démonstration de force politique. «Et d'unité», précise la conseillère d'Etat socialiste vaudoise Nuria Gorrite.

Alors qu'on a parfois reproché aux cantons romands, tiraillés par des intérêts régionalistes, leur manque de cohésion dans la défense des infrastructures de transports, ils sont tous là en ce jeudi, accompagnés du canton de Berne. Une mobilisation rare qui réjouit le conseiller national PLR neuchâtelois Damien Cottier, président de l'association OuestRail. Pour lui, «le moment est charnière». La date du 2 octobre n'a en effet pas été choisie au hasard. Dans une semaine exactement sera rendu public le très attendu rapport Weidmann, du nom du professeur de l'EPFZ mandaté par le Conseil fédéral pour revoir l'ensemble de la planification des grands travaux ferroviaires et autoroutiers de la Suisse.

Le souvenir du «trou de Tolochenaz»

Avec cette publication va s'ouvrir une vaste séquence politique qui «définira la politique des investissements en termes de transports jusqu'à l'horizon 2050», appuie Damien Cottier. Les enjeux sont énormes. Ce rapport fait partie du projet «Transports 45» lancé le 28 janvier dernier par le conseiller fédéral Albert Rösti. A la suite du refus de la population de l'étape d'aménage-

ment des routes nationales en novembre 2024 et à l'annonce de surcoûts colossaux pour le rail, à hauteur de 14 milliards de francs, le Département fédéral des transports (DETEC) se retrouvait alors dans l'impasse, incitant le ministre UDC à tout remettre à plat, dans une sorte de grand reset et dans l'idée de revoir la priorisation des projets.

«L'expertise doit nous permettre de définir quelles améliorations sont nécessaires dans les vingt prochaines années, à l'horizon d'une génération», expliquait en mars Albert Rösti, dans une interview au *Temps*. Et même si l'élu UDC assurait que «la Romandie ne sera pas négligée», les incertitudes montent en Suisse occidentale, qui souffre d'importants sous-investissements. Sans possibilité de redondance, la fragilité de la ligne Genève-Lausanne a éclaté au grand jour en novembre 2023 lors du désormais fameux épisode du «trou de Tolochenaz».

«La ligne directe entre La Chaux-de-Fonds et Neuchâtel est le chantier du siècle pour le canton»

CÉLINE VARA, CONSEILLÈRE D'ÉTAT VERTE NEUCHÂTELLOISE

Sur ce tronçon, point noir du réseau national, l'offre n'a cessé de se péjorer. «Depuis 2005, le temps de parcours entre les deux villes s'est rallongé de 10%», a calculé Vincent Subilia, le directeur général de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève. Sans oublier la problématique des trains bondés aux heures de pointe, aux limites de leur capacité. Le conseiller d'Etat genevois Pierre Maudet, jouant de la métaphore médicale, parle «d'embolie, voire de thrombose» du système de transports romand.

La situation dans l'Arc jurassien n'est pas plus enviable, celui-ci perdant sa liaison directe avec l'aéroport de Cointrin lors de l'introduction de l'horaire 2025. Dans les faits, sur cette ligne du pied du Jura, c'est depuis 2015 que Genève et Bâle, deux des trois plus grandes villes du pays, n'ont plus de liaison directe. «Entre les augmentations du temps de parcours et les interruptions de ligne directe, comment

allons-nous pouvoir répondre au défi du réchauffement climatique et des impératifs du développement économique?», s'est ainsi demandé la conseillère nationale socialiste et municipale yverdonnoise Brenda Tuosto, visage de la défense de la ligne du pied du Jura. Le Valais n'est pas en reste. Ses liaisons avec le reste de la Suisse romande posent également problème. «En train, depuis Martigny, il faut trente à quarante minutes de plus qu'en voiture pour aller à Fribourg», souligne le conseiller d'Etat valaisan UDC Franz Ruppen, qui pointe du doigt des correspondances réhabilitées en gare de Lausanne.

Améliorer les cadences sur la ligne du pied du Jura

Les attentes de la Suisse occidentale – qui représente 38% de la population suisse et 44% du territoire national – sont donc grandes, en particulier sur le développement de la ligne du Plateau Genève-Berne, via Lausanne et Fribourg, tant elle est structurante pour l'ensemble du réseau. Les réalisations d'une voie supplémentaire au bypass à Bussigny (soit le contournement de Lausanne par Bussigny) ou du tunnel de Morges-Perroy sont évoquées. D'autres projets sont mis en avant, comme la ligne directe entre Neuchâtel et La Chaux-de-Fonds, permettant de relier les deux cités en quinze minutes (au lieu de vingt-huit). «Pour le canton, c'est le chantier du siècle, toute notre politique d'agglomération est basée sur lui», insiste la conseillère d'Etat neuchâteloise Céline Vara. La magistrate écologiste défend des travaux dont la portée dépasse la région, car ils permettront de désengorger le goulet de Neuchâtel-Vauseyon et donc d'améliorer les cadences sur l'ensemble de la ligne du pied du Jura.

Preuve que Neuchâtel joue gros, quatre de ses six parlementaires fédéraux étaient présents hier. Et ça n'est pas le seul canton préoccupé. Durant la session parlementaire de septembre, Bâle et Lucerne ont intensifié leur lobbying du côté de la Berne fédérale. Des actions ciblées auprès des élus qui ont poussé les cantons romands à mettre rapidement sur pied cette grande opération pour faire remonter leurs revendications. Un véritable tour de force en si peu de temps. Dans une toute petite semaine, le contenu du rapport Weidmann sera connu et transmis au Conseil fédéral. L'union romande suffira-t-elle? ■